

Le nouveau centre de Veurey *«qui est un outil technique remarquable, et qui passe pour être le centre d'impression le plus moderne d'Europe, manifeste la puissance du groupe de presse et l'apogée de la carrière de Louis Richerot.»* (**) Le patron du *Dauphiné Libéré* possède une telle influence dans les milieux décisionnels qu'il oblige AREA à déplacer le péage de l'autoroute Grenoble-Lyon, initialement prévu au plus près de Grenoble, après le centre de Veurey.

Le divorce et la vente à Hersant

Du côté du *Progrès*, la mort du patron Emile Bremond, en 1970, ouvre une âpre guerre de succession entre ses deux petits-fils. Au bout d'une multitude de rebondissements juridiques et d'une mise aux enchères, c'est Jean-Charles Lignel, jeune milliardaire, qui prend la direction du groupe en 1979. Il va très vite se montrer distant puis arrogant envers la direction du journal grenoblois, qui répliquera en l'accusant de vouloir casser les accords de 1966. Là encore, un feuilleton juridique se déroule pendant plusieurs mois, en parallèle d'une série de coups bas (débauchages de journalistes, bataille par huissiers interposés. Au bout du compte, Lignel, le patron du *Progrès*, est condamné, pour avoir rompu les accords, à verser 26 millions de francs de dédommagement au *Dauphiné Libéré*.

Le divorce consommé, *Le Progrès* tentera, en favorisant les enquêtes et les dossiers et en s'ancrant plus «à gauche», de marquer son empreinte face au *Dauphiné Libéré* qui reviendra sur ses fondamentaux que sont le sport et les faits divers. Mais malgré leurs différences de forme, ils représentent tous deux, dès 1980, les deux facettes d'un même monopole, d'une même vision de la concentration de l'information, au service de l'ordre établi. Ce que confirment les auteurs communistes de *L'Aigle et La Plume* : *«Le pouvoir politique en place a posé des œufs dans les deux paniers. Dans celui du Dauphiné Libéré, dont les liens avec Matignon sont apparents et qui ne dément pas son soutien politique giscardien. Dans celui du Progrès où se dessinent les contours d'une relève politique (...). Il n'y a somme toute pas de mystère, l'infrastructure politique guide la superstructure informative qu'est la presse dans son intervention sur les*

consciences.» (*)

Cette séparation laissera de lourdes traces des deux côtés. Lignel, qui a dépensé des millions pour racheter *Le Progrès*, n'a plus assez de sous pour rembourser *Le Dauphiné Libéré* suite à sa condamnation. Le journal grenoblois, quant à lui, ne se remet pas de l'énorme investissement du centre de Veurey et creuse ses dettes. A tel point que Louis Richerot se résout à vendre des parts du holding «Dauphiné Libéré» à Marcel Fournier, le PDG de Carrefour. Contre toute attente, Fournier rétrocède ses parts à Robert Hersant qui possède déjà une dizaine de journaux. Malgré un dernier baroud d'honneur de Louis Richerot et la colère des syndicalistes, Robert Hersant devient officiellement patron du *Dauphiné Libéré* en 1983. Le journal «issu de la Résistance» tombe ainsi dans l'escarcelle d'un homme ayant animé des journaux antisémites et pro-nazis lors de la guerre et inculpé pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944, qui limite la concentration de la presse. Connu pour sa soif de pouvoir et son manque de scrupules, il aura réussi à être plus fort que Louis Richerot sur son propre terrain. Une citation permet de se donner une idée de sa vision du journalisme et de sa «culture d'entreprise» : *«Quand je rencontre la première fois la rédaction d'un journal que je viens d'acheter, je demande aux journalistes la permission d'aller pisser. La deuxième fois, je vais pisser sans rien dire. La troisième fois, je leur pisse dessus.»* (*Citizen Hersant*, Patrick et Philippe Chastenet, Le Seuil).

Les innovations techniques contre le pluralisme

Que faut-il retenir de ces différents rebondissements ? Que les deux tournants stratégiques du *Dauphiné Libéré* - l'alliance avec *Le Progrès* et le rachat par Hersant - arrivent tous deux après la construction d'une nouvelle infrastructure (Chassieu en 1964, Veurey en 1975) à la pointe de la modernité. Ces évolutions sont en grande partie dûes à l'importance des investissements dans les nouvelles techniques, qui l'entraînent dans une fuite en avant économique, toujours à la recherche de nouveaux capitaux. Les «améliorations» des conditions d'impression, les «progrès» technologiques, jugés par tous «révolutionnaires»

et «merveilleux» auront entraîné directement la disparition des petits titres locaux - ne pouvant pas rivaliser avec les grands - et la concentration de la presse.

Cette course au progrès est due aux deux hommes forts du *Dauphiné Libéré*, qui ont toujours favorisé *«les rotatives plutôt que les journalistes»*(**). Louis Richerot se préoccupait bien plus de la forme que du fond, de la technique que des idées : *«Plus qu'une véritable homme de presse, Louis Richerot est plutôt un patron de presse. Autant il peut se passionner pour la mise au point de la dernière imprimerie du groupe, autant il a peu de choses à dire sur le contenu du journal.»* (**) Son bras droit Jean Gallois avait des idées plus tranchées et a impulsé le lancement du très libéral *Journal Rhône-Alpes*. C'est lui qui entraîna le journal dans la recherche permanente de la modernité : *« Le Dauphiné Libéré a adopté le 1er octobre 1948 des ordinateurs Bull. «C'est l'avenir, allons-y» avait assuré Gallois. Passionné de progrès techniques, il le montra en imposant la couleur dans le journal (...) Il dota Le Dauphiné Libéré d'un matériel toujours à l'avant-garde du progrès. »* (Actualité Dauphiné n°49, février 1983).

A travers l'histoire du développement du *Dauphiné Libéré* dans les années 1960 - 1970, on voit que la technique transforme le monde, qu'elle sert généralement la domination et qu'elle a tendance à la rendre irréversible. Cette fuite en avant s'est poursuivie et en 2006, dans son centre de Veurey, *Le Dauphiné Libéré* inaugurait de nouvelles rotatives, des «Goss Mainstream» afin de «basculer dans le XXIe siècle de l'imprimerie». Au grand bonheur de la direction qui licenciera pour l'occasion plusieurs dizaines de salariés car *«les dernières bobines grand format sont encore installées manuellement. Sur les nouvelles rotatives, c'est un robot qui opère.»* (Daubé, 30 avril 2006) Les rotatives avant les journalistes, les techniques avant les idées c'est toujours aujourd'hui le créneau du Dauphiné Libéré et de son directeur de développement de 2004 Jean-Marc Williate pour qui *«il était impossible de faire un vrai travail de fond sans un vrai changement technologique.»* (Nouvel Objectif Rhône-Alpes, juillet 2003).

Qui - autre qu'une grande entreprise - peut aujourd'hui prétendre se battre sur le même terrain que *Le Dauphiné Libéré* ? L'évolution de la technologie a - dans le domaine de la presse écrite comme dans d'autres - agrandi le fossé entre «grands» et «petits». *Le Dauphiné Libéré*, après avoir battu ses premiers adversaires sur le plan financier, a déplacé la bataille sur le terrain technique, empêchant toute concurrence non supportée par un grand groupe financier. Voilà la seconde raison qui nous amène à affirmer que *Le Dauphiné Libéré* est daubé.

(*) Dibilio / Leprince, *L'Aigle et La Plume, Les Péripéties De La Presse Quotidienne Rhône-Alpes*, Fédérop, 1980

(**) Pierre Frappat, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

De Bonne : des quartiers militaires au quartier policé

Avec près de 10 hectares de chantier, la « ZAC De Bonne » est une des plus grosses opérations immobilières du moment à Grenoble. Entre le centre-ville et les grands boulevards, ce qui fût autrefois une caserne militaire accueille aujourd'hui l'imposante machine de guerre de toute métropole qui se respecte : ouvrier. e.s, pelleteuses, grues et bétonnières chamboulent la zone depuis plusieurs mois dans le but de créer un nouveau quartier. Au milieu du champ de bataille, certains blocs de béton sont même déjà habités, tandis que dans les bureaux de la mairie, on s'échine à bricoler une « vie de quartier » là où il n'y a toujours eu qu'une ambiance mortifère.



Note du rédacteur de ce texte : il a été écrit sans respecter une des règles de la langue française, celle qui voudrait que le masculin l'emporte toujours sur le féminin. Le langage n'est pas neutre. Il est une des manières dont le patriarcat (le système de domination des hommes sur les femmes) se reproduit depuis des siècles. Féminiser un texte n'est qu'un combat, parmi d'autres, pour détruire les rapports de domination hommes-femmes.

Du Daubé aux Affiches

"La presse locale en dehors du Dauphiné Libéré? Mais oui ça existe, y a Les Affiches!" nous rétorquait un buraliste à qui nous proposions de mettre en dépôt-vente Le Postillon.

Les Affiches, c'est cet hebdomadaire au bandeau de couverture bleuâtre rempli d'annonces légales qui ne fait pas d'ombre au monopole du journal quotidien. Les deux journaux sont très proches, notamment au niveau des hommes. Georges Cellard qui fut un temps à la direction des *Affiches* a auparavant traîné ses guêtres comme administrateur du *Dauphiné Libéré* (pour ses débuts) - où il défendit avec brio les intérêts de Marcel Besson, ancien propriétaire du *Petit Dauphinois* (voir épisode 1). En 1984, il laissa la place à son fils, Jean-Claude Cellard, lui-même lié au *Dauphiné Libéré* par ses postes à responsabilité dans les années 1970 dans Province-Publicité Havas, la société gérant les publicités communes au *Dauphiné Libéré* et au *Progrès*. Ces deux journaux ont aussi une passion commune : le foot ou plutôt le développement du GF38. Jean-Claude Cellard a assuré la présidence par intérim du club en 2004, poste qu'avait occupé 30 ans plus tôt Robert-Jules Laurent (c'était alors le Football Club de Grenoble), qui fut journaliste au *Dauphiné Libéré*, rédacteur en chef des *Affiches* et fervent soutien de Carignon...



La caserne De Bonne a eu une histoire mouvementée. Construite à la fin du XIXe siècle par la ville de Grenoble, l'endroit servira successivement de logement pour l'armée française, de prison pendant l'occupation allemande, puis de siège du Centre de défense nucléaire biologique et chimique dans les années 70. Que du bonheur. Au moment où l'armée se professionnalise, la Grande muette vend les bâtiments à la ville de Grenoble. On vous offre un cadeau, vous l'utilisez pendant des années, puis, une fois votre objet en piteux état, vous le revendez à la personne qui vous l'a offert. Quelque temps après, c'est quasiment le même stratagème qui se met en place : la ville de Grenoble revend la caserne à la société d'économie mixte SAGES dont le président, l'élus vert Pierre Kermen, est alors adjoint au maire. Vu les sommes d'argent représentées -plusieurs millions d'euros-, on peut trouver cela odieux mais les banquiers.e.s sont ravis.e.s. Il est alors décidé (comment et par qui ? Encore une belle leçon de démocratie participative à la grenobloise) d'« étendre le centre-ville » à la caserne De Bonne, ce qui en français se traduit par « bétonner ». Des appels à projets sont lancés, les premières « vues d'artistes » en trois dimensions sont proposées. C'est le projet de l'architecte Christian Deviller qui est retenu. Pour info, ce monsieur lacère de nombreuses villes sur le territoire, notamment Marseille à travers l'immonde opération de gentrification « Euromed ». Un bon choix, donc.

La plupart des bâtiments militaires sont rasés et plusieurs maisons situées en bordure de la caserne, occupées par des associations, des squatteuses et squatteurs, font les frais des pelleteuses. Qu'importe si ces maisons étaient les dernières du quartier. Elles arboraient outrageusement des jardins là où un balcon suffit amplement. Leurs habitants.e.s y vivaient plutôt que de se reposer après le travail. Et puis, surtout, elles ne rapportaient rien.

Ambiances

Le vendredi 22 août 2008, la place principale du « quartier », enserrée au milieu d'austères bâtiments militaires, est inaugurée en présence du maire Michel Destot et d'à peu près tout ce que l'armée compte d'inutiles gradés en tenue d'apparat. Les badauds peu nombreux subissent trois fois la marseillaise, l'omniprésence du drapeau tricolore, et des discours hypocrites sur l'esprit de résistance. Car oui, le général Alain Le Ray, dont cette « esplanade » porte maintenant le nom, fut en son temps résistant. Plus tard, gravissant les échelons

au sein de l'armée, il participera aux guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Encore une plaque de marbre qui pue la mort. Plusieurs mois après son inauguration, cette place n'arrive toujours pas à attirer une vie humaine. Froide, grise et aseptisée, elle repousse. La seule commerçante installée ici baisse les bras, veut mettre en vente sa boutique et quitter le quartier. Autre tentative pour humaniser l'endroit, en novembre 2008, le WWF, en collaboration, avec la ville, installe 1600 sculptures de pandas censées alerter sur la situation de cette espèce en voie de disparition. Béton et pandas feraient-ils bon ménage ? Encore une pitoyable opération de com' dont seul les élus.e.s Vert-e.s trouvent à se féliciter, ce qui n'est pas étonnant pour des personnes pour qui quelques arbres plantés le long d'une rocade constituent une victoire. Dernier essai en date pour faire croire que ce « quartier » pourrait être accueillant, le vendredi 5 juin se déroule sur l'esplanade un concert « trad swing » avec le groupe « bal o'gadjo ». Le temps est maussade, le public, majoritairement composé d'étudiants.e.s ne résidant pas dans les environs, est

éparés, ça sent le pétard mouillé et la fête ratée. La soirée était organisée par l'association Sasfé, qui propose des concerts gratuits dans des quartiers populaires, « Dix ans que le festival Quartiers Libres interroge et occupe chaque année l'espace public, les lieux de vie partagés au quotidien pour les bousculer. » Qu'y a-t-il de « libre » dans ce « quartier » et ce concert ? Pas grand-chose puisque l'association, largement subventionnée par la ville, a ajouté cette soirée à son programme sur une idée de... la mairie. Encore un triste exemple d'initiative intéressante récupérée par la municipalité pour sa propagande personnelle.

« Eco-quartier » ou ghetto de riches ?

Par ailleurs, dans la communication autour du quartier, une large place est apportée à sa dimension soi-disant écologique. On nous explique que « le projet de Bonne s'inscrit dans le programme Concerto de l'Union européenne », que les nouveaux bâtiments répondent à des normes de « Haute Qualité Environnementale »

ou encore qu'un immeuble, « à énergie positive », produira plus d'énergie qu'il n'en consomme. Avec cette verte et racoleuse couche de fard, on voudrait nous faire croire que c'est en posant des panneaux solaires, du double vitrage et des balustrades en bois que l'on se soucie réellement du monde dans lequel on vit. Comme si les logiques de profit, d'exploitation et de bétonnage pouvaient être respectueuses de l'environnement. Comme si les promoteurs immobiliers étaient de fervents défenseurs de la décroissance. Si ces mensonges n'avaient pas de conséquences désastreuses, on pourrait en rire. On nous dit aussi que « La SEM SAGES, aménageur de la ZAC de Bonne en concession de la ville de Grenoble, a souhaité faire de ce nouveau quartier, situé en centre ville, un quartier de mixité sociale exemplaire ». Avec un prix au mètre carré flirtant avec les 4000 euros et un pourcentage de logements sociaux regroupant des tranches de revenus pouvant aller du simple au quadruple, on se dirige surtout vers un quartier de riches. Une volonté d'ailleurs assumée par certains.e.s politiciers.e.s de la cuvette, qui voient dans cette partie de la ville un appât de luxe pour les familles d'ingénieurs.e.s venant travailler dans les laboratoires grenoblois. De quelle mixité sociale parle-t-on en construisant un hôtel quatre étoiles « Residhome Prestige » avec sauna, un centre commercial aux enseignes choisies pour plaire aux bourses fournies telles que Gap, Quicksilver, ou Monoprix, des ventes d'appartements de luxe intitulées « soirées privilèges » et des résidences de standing « senior » avec gardien et portes

blindées ? Ce qui se construit ici ce n'est pas un quartier écolo et populaire mais bel et bien une enclave lisse et policée, partagée entre habitat cloisonné, pelouse sous engrais et consommation obligatoire. Dans ce cadre, les efforts de la ville pour nous faire gober qu'il fait « bon vivre » dans ce genre d'endroit semblent bien vains. Les urbanistes peuvent bien assembler immeubles, rues, commerces et parcs, cela ne crée pas un « quartier », et encore moins

une « vie de quartier ». D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si les militaires se sont emparés de ce mot. Dans une caserne, un « quartier » est l'ensemble des bâtiments utilisés par une unité. Ce mot est resté car, dès le XVIIIe siècle, quand la troupe arrivait en ville et que les casernes locales n'étaient pas assez grandes, une loi obligeait les habitants.e.s à héberger les soldats, qui prenaient donc possession de quartiers entiers. Aujourd'hui, si ce n'est plus l'armée

qui réquisitionne l'espace public (encore que : se balader dans une gare sous vigipirate est une expérience passionnante...), il semble que la même logique soit toujours à l'œuvre. Les personnes qui détiennent le pouvoir décident toujours d'occuper le territoire à leur guise en méprisant copieusement les individus.e.s qui voudraient tout simplement y vivre.

